



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
du travail, de l'emploi
et des solidarités**

**CONVENTION ANNUELLE 2025
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINTS CONSEIL BUDGET**

Entre

L'Etat, représenté par le **Préfet de Seine-et-Marne**, représenté par la Direction départementale du travail, de l'emploi et des solidarités, Monsieur Nicolas DROUART, et désignée sous le terme, « l'État »

Et

Et le Centre Communal d'Action Sociale de Pontault-Combault – 79 avenue de la République – 77 340 PONTAULT-COMBAULT, régie par la loi du 1er juillet 1901 et représentée par le Président Monsieur Gilles BORD, d'autre part, ci-après dénommée « **CCAS** »

N° SIRET : 267 708 931 00055

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 pour 2025 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1996 définissant les modalités du contrôle financier ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté préfectoral 2021-CS-DIR-016 du 25 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté 25/BC/089 du ministre d'État et du ministre de l'Intérieur en date du 02 octobre 2025 nommant Monsieur Nicolas DROUART, inspecteur de classe exceptionnel de l'action

sanitaire et sociale, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté n°25/BC/089 du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas DROUAT , directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne;

Vu l'arrêté du 25/BC/090 du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas DROUAT, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes ;

Vu l'arrêté n°2025-DDETS-DIR-305 du 06 novembre 2025 portant subdélégation de signature à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses à Madame Sandra EMSELLEM directrice adjointe départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne;

Vu l'arrêté n°2025-DDETS-DIR-305 du 06 novembre 2025 donnant subdélégation de signature à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses à Monsieur Stéphane REYNAUD directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne;

Vu l'arrêté n°2025-DDETS-DIR-307 du 06 novembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sandra EMSELLEM, directrice adjointe départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté n°2025-DDETS-DIR-307 du 06 novembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane REYNAUD, directeur adjoint départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine-et-Marne ;

Vu la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

Vu la demande de subvention présentée par le CCAS PONTAULT-COMBAULT du 28 février 2025 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Afin de prévenir les situations de surendettement, d'accompagner les personnes dans la gestion de leur budget, et de renforcer, en cas de difficultés, l'efficacité de la procédure de surendettement par un accompagnement personnalisé, un réseau de Points conseil budget (PCB) a été expérimenté depuis janvier 2016.

L'un des engagements de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté est d'investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous et toutes, et d'agir en faveur de la prévention du surendettement. C'est dans cette optique, et en lien avec les objectifs de la stratégie nationale d'éducation financière, que les PCB ont été généralisés pour parvenir aujourd'hui à 500 points labellisés sur le territoire, permettant ainsi d'accompagner les personnes en difficultés financières dans leurs démarches au long cours de maîtrise budgétaire.

Considérant l'instruction n°DGCS/SD1B/2021/169 du 27 juillet 2021 relative à la poursuite du déploiement des Points conseil budget et son cahier avec pour objectif de définir les exigences communes inhérentes au label unique PCB, notamment en précisant quelles sont les missions et actes métiers mis en œuvre par toutes les structures.

Considérant la procédure de renouvellement des labels des points conseil budget labellisés en 2022 (suite à réponse à l'appel à manifestation d'intérêt lancé en 2019) explicitée au sein du document « cadre de renouvellement des labels PCB pour les structures labellisées en 2019 puis 2022 ».

Considérant l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République impose désormais aux associations souhaitant bénéficier d'une subvention publique de s'engager à respecter les principes d'un contrat d'engagement républicain.

Considérant la notification de la sélection de la candidature de la structure au label PCB par les services de l'Etat dans la région.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1 Par la présente convention, le PCB s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt susmentionné, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général précisé en annexe 1 à la présente convention.

1.2 Le projet consiste obligatoirement, a minima, en la mise en œuvre de l'ensemble des éléments constitutifs du label Point conseil budget, détaillés dans le cahier des charges national de l'appel à manifestation d'intérêt.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

2.1 La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Après labellisation, l'État apporte son soutien financier au PCB en accordant un forfait fixe pour chaque projet retenu conformément à l'appel à manifestation d'intérêt susmentionné par année d'exécution.

Ce forfait a été fixé à 16 854 € (seize mille huit cent cinquante-quatre euros).

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 La contribution financière de l'État fera l'objet d'un versement pour un montant total de :

SEIZE MILLE HUIT CINQUANTE QUATRE EUROS (16 854 €) pour l'année 2025.

4.2 La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire », action 13 « Inclusion sociale, accès aux droits et biens essentiels », sous-action 04 « PCB et aide-budget », activité de programmation 030450131305 « Point conseil budget et aide-budget », compte PCE 654120000 « 12.02.01 - Transferts directs aux associations et fondations » du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », pour l'exercice 2025.

Les versements seront effectués sur le compte suivant : Banque de France – Service de gestion comptable de Chelles :

Code établissement :	30001
Code guichet :	00523
Numéro de compte :	F7700000000
Clé RIB :	43
Iban	FR72 3000 1005 23F7 7000 0000 043

4.3 L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de Seine-et-Marne et par délégation, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Seine et Marne.

4.4 Le comptable assignataire est la Directrice régionale des finances publiques de la région Île-de-France et du département de Paris.

4.5 Les contributions financières mentionnées aux articles 3 et 4 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le PCB des obligations mentionnées aux articles 1er, 5 à 9 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- La vérification par l'Administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 6.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

5.1 Le PCB s'engage à fournir à l'Administration dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice le détail des formations suivies par les salarié-e-s et/ou bénévoles sur les thématiques déterminées par le cahier des charges du label PCB.

5.2 Le PCB s'engage à transmettre, avant le 31 mars de chaque année, le rapport d'activité type, annexé au cahier des charges du label PCB, dûment complété et à participer à toute enquête sur son activité. Il renseigne l'ensemble des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui y figurent.

DISPOSITION A MODULER EN FONCTION DU STATUT JURIDIQUE DE LA STRUCTURE LABELLISEE :

Si la structure est une association :

5.3 Le PCB s'engage à fournir dans **les six mois** suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

♣ Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°12156*05). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et le PCB. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

♣ Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce tels qu'approuvés par l'assemblée générale ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

♣ Le rapport d'activité de l'association tel qu'approuvé par l'assemblée générale.

Si la structure a un autre statut juridique :

5.4 Le PCB s'engage à fournir dans **les trois mois** suivant la clôture de chaque exercice un rapport financier de l'utilisation de la contribution financière prévue à l'article 4 et de la mise en œuvre du projet décrit à l'annexe 1 en année N-1.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

6.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et/ou sur pièces peut être réalisé par l'Administration. Le PCB s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tout document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication peut entraîner la suppression de la contribution financière conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

6.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 7 – SANCTIONS ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

7.1 En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

7.2 En cas de non-respect total ou partiel du cahier des charges du label PCB, sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le PCB et avoir préalablement entendu ses représentants. L'Administration en informe le PCB par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU LABEL ET AVENANT

8.1 En cas de modifications du cahier des charges national du label PCB, l'Administration le transmet par courrier au PCB qui s'engage à adapter son projet au cahier des charges modifié dans un délai de six mois à compter de la notification.

8.2 Les modifications rendues nécessaires au projet du PCB, détaillé en annexe 1, peuvent faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

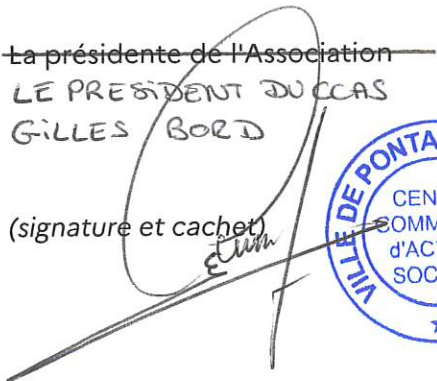

8.3 Le fait pour le PCB de ne pas se conformer aux cahiers des charges du label PCB modifié dans le délai précisé au 8.1 peut entraîner le retrait du label, sur décision du Préfet de région et notification par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

~~La présidente de l'Association~~
LE PRESIDENT DU CCAS
GILLES BORD
(signature et cachet)



Fait à Melun, le

Le Préfet,
P/ le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'emploi, du
travail et des solidarités

Nicolas DROUART

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2025 CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET Annexe 1 :Descriptif du projet</p>
--

4/ Perspectives pour l'année 2025

File active prévisionnelle (estimation basse) en 2025 :
200

File active prévisionnelle (estimation haute) en 2025 :
300

Evolutions envisagées concernant le fonctionnement du PCB en 2025 (itinérance, nouveaux ateliers, organisation, etc.) :

Mise en place d'une permanence sociale au sein de l'espace seniors de la ville de Pontault-Combault

Nouveaux partenariats envisagés en 2025 :
Autres bailleurs présents sur la commune

Evolutions envisagées concernant les ressources humaines en 2025 (recrutements, formations, etc.) :

/

Evolutions envisagées du budget en 2025
/

• Pièces justificatives

Remarques

Remarques et commentaires éventuels
Non communiqué

CONVENTION 2025
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET
Annexe 2 :

Rapport d'activité type du réseau Points conseil budget

Ce rapport est susceptible d'être modifié en cours d'année

Identité du demandeur

Email : resp.service-social@pontault-combault.fr
SIRET : 26770893100055
SIRET du siège social : 26770893100055
Dénomination : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
Forme juridique : Centre communal d'action sociale
Libellé NAF : Action sociale sans hébergement n.c.a.
Code NAF : 88.99B
Date de création : 1 janvier 1963
État administratif : en activité
Effectif (ISPF) : 20 à 49 salariés
Code effectif : 12
Adresse : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
79-81
79 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
77340 PONTAULT-COMBAULT
FRANCE

Formulaire

Périmètre régional de votre PCB
Île-de-France

Périmètre département d'intervention

77 - Seine-et-Marne

1. Identification de la structure porteuse du PCB

Nom de la structure porteuse du PCB

CCAS de Pontault-Combault

Adresse

79 Avenue de la République 77340 Pontault-Combault

Code INSEE :

77373

Code Postal :

77340

Département :

77 – Seine-et-Marne

SIRET de la structure porteuse du PCB

26770893100055

Réseau d'appartenance de la structure

CCAS

2. Identification des permanences

Adresse de la permanence

79 Avenue de la République 77340 Pontault-Combault

Code INSEE :

77373

Code Postal :

77340

Département :

77 – Seine-et-Marne

Adresse email du service ou du responsable de l'activité PCB

resp.service-social@pontault-combault.fr

Email contact public

ccas@pontault-combault.fr

Téléphone contact public

01.60.18.15.70

(situation familiale) Nombre de ménages composés d'une personne seule sans enfant ou personne à charge

170

(Ressource mensuelle du ménage) Nombre de ménages dont les ressources mensuelles par mois sont inférieur à 1 000€

92

(Ressource mensuelle du ménage) Nombre de ménages dont les ressources mensuelles par mois sont comprises entre 1 000€ et 1 500€

73

(Ressource mensuelle du ménage) Nombre de ménages dont les ressources mensuelles par mois sont comprises entre 1 500€ et 2 000€

42

(Ressource mensuelle du ménage) Nombre de ménages dont les ressources mensuelles par mois sont comprises entre 2 000€ et 3 000€

24

(Ressource mensuelle du ménage) Nombre de ménages dont les ressources mensuelles par mois sont supérieures à 3 000€

2

(Situation financière du ménage au 1er entretien) Nombre de ménage ayant un solde bancaire négatif

0

(Situation financière du ménage au 1er entretien) Nombre de ménage ayant eu au moins un arriéré de paiement au cours de l'année (dette.s)

0

(Motif de la venue au PCB) Orientation partenaires

Nouvel indicateur non recueilli

(Motif de la venue au PCB) dettes

Nouvel indicateur non recueilli

(Motif de la venue au PCB) Volonté d'améliorer sa gestion budgétaire

Nouvel indicateur non recueilli

(Motif des difficultés du ménage) Insuffisance structurelle des ressources du ménage (ressources habituelles ne permettant pas de faire face aux dépenses quotidiennes du ménage)

0

(Motif des difficultés du ménage) Problème de santé

0

(Motif des difficultés du ménage) Décès/Séparation

0

(Motif des difficultés du ménage) Crédits

0

3. Typologie du public et évolutions des situations

Nombre de personnes accompagnées au cours de l'année
269

Nombre d'entretiens réalisés au cours de l'année
621

(genre) Nombre de femmes
142

(genre) Nombre d'hommes
127

(situation professionnelle) Nombre de personnes salariées à temps plein
67

(situation professionnelle) Nombre de personnes salariées à temps partiel (hors étudiant)
20

(situation professionnelle) Nombre de travailleurs/travailleuses non-salariés
3

(situation professionnelle) Nombre de personnes demandeurs/demandeuses non-salariés
51

(situation professionnelle) Nombre d'étudiants/étudiantes
3

(situation professionnelle) Nombre d'inactifs/inactives
125

(Age) Nombre de personnes ayant moins de 25 ans
13

(Age) Nombre de personnes ayant entre 25 et 60 ans
191

(Age) Nombre de personnes ayant plus de 60 ans
65

(situation familiale) Nombre de ménages composés d'un couple sans enfant(s) ou personne(s) à charge
19

(situation familiale) Nombre de ménages composés d'un couple avec enfant(s) ou personne(s) à charge
17

(situation familiale) Nombre de ménages composés d'une personne seule avec enfant(s) ou personne(s) à charge
27

(Motif des difficultés du ménage) Perte d'emploi

0

(Motif des difficultés du ménage) Autres causes

0

(démarches réalisées au cours des accompagnements) Diagnostic budgétaire

233

(démarches réalisées au cours des accompagnements) Accompagnement à la procédure de surendettement (montage ou suivi du dossier)

55

(démarches réalisées au cours des accompagnements) Ouverture des droits

107

(démarches réalisées au cours des accompagnements) Prise de contact/négociation avec les créanciers

117

(démarches réalisées au cours des accompagnements) Accompagnement budgétaire

161

(fin de l'accompagnement au cours de l'année) Nombre de ménages pour lesquels il y a eu une diminution du nombre d'impayés/augmentation du nombre de factures acquittées

0

(fin de l'accompagnement au cours de l'année) Nombre de ménages pour lesquels il y a eu augmentation du reste-à-vivre

0

Fin de l'accompagnement (terminé au cours de l'année) // Nombre d'accompagnements terminés suite à l'atteinte des objectifs initiaux

79

Fin de l'accompagnement // Nombre d'accompagnements interrompus avant l'atteinte des objectifs initiaux (Suite à la demande de la personne, perte de contact...)

42

4. Activités collectives du PCB

Nombre de sessions d'animations collectives organisées au cours de l'année

5

Nombre total de personnes totales ayant participé aux sessions d'animations collectives

331

Nombre de sessions de formations des intervenant(es) suivies au cours de l'année

11

Nombre actuel de bénévoles affectés aux activités du PCB en Equivalent Temps Plein (ETP)

0

Nombre actuel de salariés affectés aux activités du PCB en Equivalent Temps Plein (ETP)
2,9

Commentaires généraux sur l'activité (difficultés, bonnes pratiques, évolution de l'activité, des publics...)

Difficultés : modifications annuelles des indicateurs sollicités lors du rapport d'activité sans en être informé au préalable ou en cours d'année et nous obligeant à reprendre l'ensemble des dossiers un par un pour y répondre. Evolution envisagée : en 2025, une permanence sociale devrait être mise en place au sein de l'espace seniors de la commune ;

CONVENTION 2025
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET
Annexe 3 :
Budget prévisionnel du projet

COMPTE RENDU FINANCIER DE L'ACTION

EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024

CHARGES		PRODUITS	
Charges directes	Montant	Ressources directes	Montant
60 - Achats	3 102,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats de matières et fournitures	1 524,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	1 578,00 €		
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	183 962,00 €
		Etat - Préfet(s) ministère (s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	9 834,00 €	Ministère des solidarités	18 654,00 €
Locations	6 049,00 €		
Entretien et réparation	2 888,00 €	Conseil-a Région(aux)	
Assurance	- €		
Documentation	897,00 €		
62 - Autres services extérieurs	3 544,00 €	Conseil-a Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 150,00 €		
Publicité, publication	64,00 €	Communes, communautés de communes ou agglomérations	
Déplacements, missions	70,00 €	Pontault-Combault	187 042,00 €
Services bancaires, autres	260,00 €		
63 - Impôts et taxes	2 253,00 €		
Impôts et taxes sur rémunération	2 253,00 €		
Autres impôts et taxes	- €	Organismes sociaux (CAF, etc.)	
64 - Charges de personnel	164 736,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	117 930,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	47 556,00 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	899,00 €	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	- €
Autres secours, charges diverses	15 493,00 €	Cotisations	
		Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	- €	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	- €	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	434,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS): Participation des salariés	- €	79 - Transfert de charges	
Charges indirectes réparties affectées au projet		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL CHARGES	183 962,00 €	TOTAL PRODUITS	183 962,00 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
85 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations		875 - Dons en nature	
864 - Personnel bénévole			
TOTAL	- €	TOTAL	- €